



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 23 novembre 2009 (04.12)
(OR. en)**

16457/09

COPEN 234

NOTE DE TRANSMISSION

de:	M ^{me} Claire Fielder, Conseiller JAI, Représentation permanente du Royaume-Uni auprès de l'Union européenne
à:	M. Ivan Bizjak, Directeur général de la DG H (JAI), Secrétariat général du Conseil
en date du:	16 octobre 2009
Objet:	Décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires - Lettre de notification

TRADUCTION NON RÉVISÉE

Les délégations trouveront en annexe une lettre de notification émanant du Royaume-Uni.

.

M. Ivan Bizjak
Directeur général
Direction générale H (JAI)
Secrétariat général du Conseil
Rue de la Loi, 175
B - 1048 Bruxelles

Bruxelles, le 12 octobre 2009

Monsieur le Directeur général,

Déclaration du Royaume-Uni au Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne et à la Commission européenne relative à la décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires

Se référant à l'article 2, paragraphe 1, et à l'article 16, paragraphe 1, de la décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires, le Royaume-Uni informe le Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne qu'il mettra en œuvre la décision-cadre susmentionnée le 12 octobre 2009.

Détermination des autorités compétentes:

Les autorités compétentes lorsque le Royaume-Uni est l'État d'émission ou d'exécution seront les juridictions répressives suivantes:

- un tribunal d'instance ("Magistrates' court") (Angleterre et pays de Galles),
- un tribunal de shérifs ("Sheriff court") ou de district ("Justice of the Peace court") (Écosse),
- la Cour de la Couronne ("Crown Court"), un tribunal d'instance ("Magistrates' court") et les cours d'appel éventuelles (Irlande du Nord).

Détermination des autorités centrales:

Le Royaume-Uni a mis en place des autorités centrales responsables de la transmission et de la réception administratives des décisions conformément à l'article 4, paragraphe 7. Le certificat demandant l'exécution au titre de la décision-cadre et la décision (ou une copie certifiée conforme de celle-ci) infligeant une sanction pécuniaire doivent être envoyés aux adresses figurant ci-après, en fonction de celle des juridictions suivantes du Royaume-Uni où la personne condamnée a sa résidence ou possède des biens ou des revenus:

Angleterre et pays de Galles:

Mutual Recognition of Financial Penalties Central Authority
London Central Accounts Office
Her Majesty's Courts Service
65 Romney Street
LONDRES
SW1P 3RD

Tél.: +44 020 805 1890
Adresse électronique: GL-mrfp.cao@hmcourts-service.gsi.gov.uk
Fax: +44 020 7805 1892

Écosse:

The Sheriff Clerk
Sheriff Court House
27 Chambers Street
ÉDIMBOURG
EH1 1LB

Tél.: +44 0131-2252525
Fax: +44 0131-2254422
Adresse électronique: Edinburgh@scotcourts.gov.uk

Irlande du Nord:

Business Development Group
Northern Ireland Court Service
Laganside House
23 - 27 Oxford Street
BELFAST
BT1 3LA

Tél.: 028 90328594
Adresse électronique: businessdevelopmentgroup@courtsni.gov.uk

Mise en œuvre:

En ce qui concerne l'article 20, paragraphe 5, de la décision-cadre, qui impose aux États membres de communiquer au Conseil et à la Commission le texte des dispositions transposant dans leur droit national les obligations découlant de la décision-cadre, je joins une copie de la loi de 2008 sur la justice pénale et l'immigration ("*Criminal Justice and Immigration Act 2008*") qui confère des effets juridiques à la décision-cadre en Angleterre, au pays de Galles et en Irlande du Nord (sections 80 à 92 et annexes 18 et 19).

Pour ce qui est de l'Écosse, je joins une copie du projet d'acte écossais de 2009 relatif à la reconnaissance mutuelle des sanctions pécuniaires pénales dans l'Union européenne ("*Mutual Recognition of Criminal Financial Penalties in the European Union (Scotland) Order 2009*"), qui doit encore être soumis à l'approbation définitive du Parlement écossais. Cet acte a été élaboré au titre des pouvoirs conférés par les sections 56 et 82 de la loi écossaise de 2007 relative, entre autres, à la réforme de la procédure pénale ("*Criminal Proceedings etc. (Reform) (Scotland) Act 2007*").

Langues:

En ce qui concerne l'article 16, paragraphe 1, de la décision-cadre, le Royaume-Uni n'acceptera de certificats qu'en langue anglaise.

Indemnisation:

En ce qui concerne l'article 1^{er}, point b iii), de la décision-cadre, le Royaume-Uni exige que l'indemnisation de bénéficiaires présents au Royaume-Uni leur soit directement versé en livres sterling.

Une lettre est adressée dans les mêmes termes à la Commission européenne.

(Formule de politesse)

(s.) Claire Fielder

Premier secrétaire, Justice et affaires intérieures

Représentation permanente du Royaume-Uni auprès de l'Union européenne